

**Quelques repères dans l'histoire
de la gauche politique québécoise**
par Pierre Dostie¹

1826-1838	<p>Le <i>Parti Patriote</i> est fondé. C'est le premier parti politique progressiste à voir le jour au Canada. Issu du Parti canadien fondé au début du 19^e siècle, il fut renommé le parti Patriote en 1826.</p> <p>Représenté à l'Assemblée législative mise en place par le pouvoir colonial Anglais depuis 1763, le Parti des patriotes combattait la corruption et réclamait la mise en place d'un gouvernement responsable. Il proposait l'indépendance du Haut et du Bas-Canada de l'Angleterre et l'émancipation sociale. Élus à majorité à l'Assemblée législative du Bas-Canada jusqu'en 1838, le Gouverneur mit fin à la législature et convoqua de nouvelles élections qui furent encore une fois remportées par les Patriotes.</p> <p>Les tensions furent telles entre les Patriotes, que la majorité de la population appuyait, et le pouvoir Anglais, que ce dernier passa à l'attaque armée. En 1837 et 1838 des affrontements eurent lieu et l'armée anglaise finit par écraser les patriotes et réprimer sévèrement toute personne les ayant appuyé, notamment en incendiant leurs fermes entre Montréal et Québec. Les anglais ont attisé la division entre francophones et anglophones au point où le 25 avril 1849, des orangistes mirent le feu au parlement de Montréal à la suite de l'adoption d'une loi indemnisant les cultivateurs ayant fait l'objet de représailles de la part de l'armée anglaise pour avoir appuyé les patriotes.</p> <p>Les Patriotes ont inspiré les positions républicaines de l'Union des forces progressistes (UFP) fondé en 2002 et ses couleurs : rouge et vert. Au plus fort du conflit armé opposant le peuple et l'Empire britannique en 1837-1838, les Patriotes, avec Robert Nelson à leur tête, proclament la République du Bas-Canada, le 28 février 1838.</p> <p>Le programme des Patriotes, très progressiste pour l'époque, est encore source d'inspiration. À titre d'exemple, ils décrètent : « l'indépendance du Bas-Canada, la séparation de l'Église et de l'État, la suppression de la dîme, l'abolition des redevances seigneuriales, la liberté de la presse, le suffrage universel pour les hommes, y compris les Amérindiens, le scrutin secret, la nationalisation des terres de la Couronne, y compris celles de la <i>British American Land</i>, l'élection d'une Assemblée constituante et l'emploi des deux langues dans les affaires publiques ». Les Patriotes de 1837-1838 partageaient leur idéal républicain avec les rebelles du Haut-Canada, dirigé par William Lyon Mackenzie. Il est bon de rappeler qu'à Toronto (appelée York à l'époque), 21 Patriotes ontariens ont été pendus comme les 12 qui furent pendus au pied du courant à Montréal, le 15 février 1839.</p>
-----------	--

¹ 29 janvier 2006, avec la collaboration de François Cyr, Jocelyne Dupuis, Danielle Maire, Monique Moisan et Denise Veilleux. Mise à jour le 8 décembre 2008. Révisé le 2015-04-14.

	Référence : Filteau, Gérard (2003). Histoire des patriotes. Québec : Septentrion.
1880-1899	Des candidats ouvriers indépendants défendirent des idées progressistes lors des élections québécoises et canadiennes.
1899-1906	Le mouvement ouvrier québécois mit sur pied le Parti ouvrier en 1899 et un premier candidat, Alphonse Verville, fut élu à Ottawa en 1906.
1900-1945	Le Parti socialiste et le Parti communiste sont actifs, principalement dans les années de la crise (1929-1930) et de la seconde guerre mondiale (1939-45). C'est aussi pendant ces années que le Commonwealth Cooperative Federation (CCF) est fondé. Il fit élire un premier député à l'Assemblée législative de Québec en 1944.
Mars 1959	Manifeste de la revue <i>Socialisme</i> dans lequel, pour la première fois depuis les Patriotes, la lutte de libération sociale est liée à la lutte de libération nationale. Cette revue socialiste dédouane l'idée de l'indépendance nationale qui, depuis la défaite des Patriotes en 1838, logeait à droite.
Septembre 1960	Fondation du <i>Rassemblement pour l'indépendance nationale</i> (RIN). Mouvement indépendantiste. Il représente l'aile gauche du mouvement souverainiste et il sera dirigé par Pierre Bougault.
1963	Mars : Le mouvement <i>RIN</i> se transforme en parti politique. Juin : Scission au sein du <i>NPD-Québec</i> sur la question nationale et naissance du <i>Parti socialiste du Québec</i> (PSQ). Ce parti défendit le concept des États associés, qui allait inspirer fortement le fondateur du Mouvement souveraineté association, René Lévesque, en 1967. On retrouvait au PSQ les Jacques-Yvan Morin, Denis Lazure, Pierre Vadeboncoeur, Michel Chartrand, Émile Boudreau, Jean-Marie Bédard, André L'Heureux, Jacques-Victor Morin et bien d'autres. Fernand Daoust fut président du conseil provisoire jusqu'à la fondation, en 1963, et fut alors remplacé par Michel Chartrand (Sources : Fernand Daoust, <i>Le Devoir</i> , 2006-02-09).
1965	À l'initiative du <i>PSQ</i> , première réunion d'une coordination des mouvements de gauche.
1967-1968	Fondation du <i>Mouvement souveraineté-association</i> (MSA) et du <i>Parti québécois</i> (PQ) en 1968. Le <i>RIN</i> se dissout. La plupart de ses membres rejoignent le PQ.
Février 1968	Disparition du <i>Parti socialiste du Québec</i> .
1970	Le <i>Front de libération du Québec</i> (FLQ) touche le cœur des Québécois et Québécoises par son manifeste percutant. Le message est reçu, mais pas les moyens violents utilisés.
1972-1982	Période dite marxiste-léniniste (<i>En Lutte</i> , <i>Parti communiste ouvrier</i> , etc.).

	<p>Le marxisme comme grille d'analyse se répand plus largement. Période très intense où des milliers de jeunes se consacrent au militantisme politique de gauche et à la construction d'un parti. L'éclatement de ces expériences, du modèle socialiste et du genre de militantisme de l'époque laisse plusieurs leçons :</p> <ul style="list-style-type: none"> • il faut respecter l'indépendance des mouvements sociaux ; • l'importance stratégique de la question nationale ; • l'importance du pluralisme politique à gauche ; • un parti qui ne compte pas sur la contribution des femmes, sur l'égalité entre les sexes, n'a pas d'avenir ; • la population n'a pas besoin d'un parti d'avant-garde éclairée.
20 mai 1980	<p>Référendum sur la souveraineté du Québec. La question posée est : « Le Gouvernement du Québec a fait connaître sa proposition d'en arriver, avec le reste du Canada, à une nouvelle entente fondée sur le principe de l'égalité des peuples ; cette entente permettrait au Québec d'acquérir le pouvoir exclusif de faire ses lois, de percevoir ses impôts et d'établir ses relations extérieures, ce qui est la souveraineté, et, en même temps, de maintenir avec le Canada une association économique comportant l'utilisation de la même monnaie ; aucun changement de statut politique résultant de ces négociations ne sera réalisé sans l'accord de la population lors d'un autre référendum ; en conséquence, accordez-vous au Gouvernement du Québec le mandat de négocier l'entente proposée entre le Québec et le Canada ? »</p> <p>Le résultat est Non à 59,56% avec un taux de participation de 85,61%. La gauche et le mouvement souverainiste tombe dans une profonde léthargie.</p>
1978-1985	<p>Le <i>Regroupement pour le socialisme</i>, un mouvement, porte le courant socialisme et indépendance ; il défend l'indépendance dans les rapports entre les partis et les mouvements sociaux.</p>
13 avril 1981	<p>Élections générales, candidatures de gauche et résultats :</p> <ul style="list-style-type: none"> • <i>Parti communiste ouvrier</i>, 33 cand. ; • <i>Parti des travailleurs du Québec</i>, 10 cand. ; • <i>Parti communiste</i>, 10 cand. <p>La gauche recueille 6000 voix.</p>
1979-1981	<p>Octobre 1981 : Le <i>Mouvement socialiste</i> adopte un Manifeste pour un Québec socialiste, indépendant, démocratique et pour l'égalité entre hommes et femmes. Le texte est publié en français et en anglais.</p>
1982	<p>Rapatriment unilatéral par le gouvernement fédéral de la Constitution canadienne, le Québec ayant été abandonné par les provinces avec lesquelles elles formaient un bloc de négociations. Le Parlement de Québec n'a jamais reconnu ni signé cette Constitution depuis, qui s'applique néanmoins sur le territoire québécois.</p>
11-12 mai 1985	<p>Le <i>Mouvement socialiste</i> devient un parti politique.</p>
1985	<p>Fondation du <i>NPD-Québec</i>.</p>

5 octobre 1985	<p>Congrès de dissolution du <i>Regroupement pour le socialisme</i> né en 1978. Viennent les années difficiles de quasi-résignation devant le <i>bulldozer</i> néolibéral et les ententes de libre-échange : un cadeau du <i>PQ</i> et du beau risque avec le <i>Parti conservateur du Canada</i> dirigé par Brian Mulroney.</p>
2 décembre 1985	<p>Élections générales, candidatures de gauche et résultats :</p> <ul style="list-style-type: none"> • <i>NPD-Québec</i>, 90 cand., 82 588 voix (2,42 %) ; • <i>Parti Vert</i>, 10 cand., 4613 voix (0,14 %) ; • <i>Parti socialiste chrétien</i>, 103 cand., 11 712 voix (0,34 %). • Le <i>Mouvement socialiste</i> (10 cand., dont 3 femmes) et le <i>Parti communiste du Québec</i> (10 cand.) recueillent ensemble 3000 voix.
1987	<p>Signature des accords du Lac Meech par les gouvernements fédéral et provinciaux, en vue de réformer la Constitution canadienne, et notamment, de reconnaître «le caractère distinct» du Québec, mais sans que cela ait une valeur légale.</p>
25 septembre 1989	<p>Quelques mois avant les élections générales, le <i>NPD-Québec</i> se sépare de l'aile fédérale. La scission a pour seule cause la question nationale, car le <i>NPD-Canada</i> refuse de reconnaître le droit à l'autodétermination du Québec.</p> <p>Élections générales, candidatures de gauche et résultats :</p> <ul style="list-style-type: none"> • <i>NPD-Québec</i>, 55 cand., 41 504 voix (1,22 %) ; • <i>Parti Vert</i>, 46 cand., 67 675 voix (1,99 %) ; • Le <i>Parti des travailleurs du Québec</i> (19 cand.), le <i>Mouvement socialiste</i> (10 cand.) et le <i>Parti communiste du Québec</i> (10 cand.) recueillent ensemble 8000 voix. <p>Pendant les élections, le <i>NPD-Québec</i> et le <i>Parti Vert</i> organisent une conférence de presse commune.</p>
1990	<p>En juin, l'accord du Lac Meech, qui est fragile au Canada anglais et qui ne soulève pas l'adhésion passionnée au Québec, est rendu impossible par l'opposition des Premières nations qui estiment, à juste titre, qu'elles n'ont pas été suffisamment impliquées dans le processus et que l'entente ne leur garantit pas suffisamment le respect de leurs droits. Ce sera l'occasion pour le Premier ministre québécois Robert Bourassa, de faire la déclaration suivante le 22 juin 1990 :</p> <p>« Le Canada anglais doit comprendre de façon très claire que, quoi qu'on dise et quoi qu'on fasse, le Québec est, aujourd'hui et pour toujours, une société distincte, libre et capable d'assumer son destin et son développement. »</p>

1991	<p>Le <i>Mouvement socialiste</i> change de nom et devient le <i>Parti solidarité Québec</i>.</p> <p>Le <i>NPD-Québec</i> adopte un manifeste où il se déclare en faveur de la souveraineté populaire et de l'indépendance du Québec, du droit des Premières Nations à s'autodéterminer, de la démocratie, de la solidarité sociale et d'un environnement de qualité. Le parti s'ouvre davantage aux autres organisations de gauche et modifie ses statuts pour permettre à des groupes de joindre ses rangs. Il lance un appel à toutes les forces vives du Québec pour l'émergence d'une véritable alternative politique. De 1991 à 1994, il accueille des marxistes-révolutionnaires de <i>Gauche Socialiste</i> (IV^e Internationale), des nationalistes de gauche, dont Paul Rose, et le <i>Regroupement autonome des jeunes</i> (RAJ).</p>
Août et Octobre 2012	<p>L2 28 août, adoption des accords de Charlottetown par les PM du Canada (fédéral et provinciaux) et du Québec sur le renouvellement de la Constitution. Les sujets portaient surtout sur la répartition des pouvoirs entre le fédéral et les provinces et le droit de veto lors d'un projet de modification. Un référendum pan canadien sera tenu le 26 octobre sur le sujet. La question posée était : « Acceptez-vous que la Constitution du Canada soit renouvelée sur la base de l'entente conclue le 28 août 1992 ? ». Le Québec vote «Non» à 56,68% (taux de participation de 82,76%). À l'échelle canadienne, le «Non» l'emporte à 54,3%.</p>
Octobre 1992	<p>Le <i>Mouvement socialiste</i> se dissout. Le Directeur général des élections du Québec en prend acte le 31 décembre 1992.</p>
Janvier 1994	<p>La révolte des Zapatistes, au Mexique, marque la montée du mouvement altermondialiste.</p>
12 septembre 1994	<p>Élections générales, candidatures de gauche et résultats :</p> <ul style="list-style-type: none"> • <i>NPD-Québec</i>, 41 cand., 33 269 voix (0,85 %) ; • <i>Parti vert</i>, 11 cand., 5499 voix (0,14 %) ; • <i>Parti communiste du Québec</i>, 10 cand., 1062 voix (0,03 %).
26 mai 1995	<p>Le 26 mai 1995, 850 femmes chaussent leurs souliers et marchent vers Québec avec 9 demandes. Elles réclament des changements pour améliorer leurs conditions économiques. Pendant 10 jours, les marcheuses reçoivent un appui massif de la population. Le 4 juin 1995, après un parcours de 200 kilomètres, près de 20 000 personnes les accueillent devant l'Assemblée nationale. La <i>Marche Du pain et des roses</i> marque l'imaginaire des Québécoises et Québécois.</p>
30 octobre 1995	<p>Second référendum sur la souveraineté du Québec. La question posée : « Acceptez-vous que le Québec devienne souverain, après avoir offert formellement au Canada un nouveau partenariat économique et politique, dans le cadre du projet de loi sur l'avenir du Québec et de l'entente signée le 12 juin 1995 ? »</p> <p>Une grande mobilisation des «Partenaires pour la souveraineté» a pu donner un certain contenu social au projet souverainiste, ce qui a mobilisé de nombreux progressistes. Le fédéral dépense sans compter pour le «Non» alors que ces dépenses ne sont pas comptabilisées. Il accélère</p>

	<p>aussi la reconnaissance de dizaines de milliers de citoyennetés à des nouveaux arrivants.</p> <p>Le résultat : 50,58% (93,5% de participation). Les francophones votent «Oui à 60%. Le PM Jacques Parizeau démissionne le lendemain après avoir déclaré que le référendum a été perdu «à cause de l'argent et du vote ethnique».</p>
1995	<p>Le <i>NPD-Québec</i> change de nom et devient le <i>Parti de la démocratie socialiste</i> (PDS). La dynamique des débats amène le <i>PDS</i> à se définir comme parti anticapitaliste, antinéo-libéral, féministe, internationaliste et indépendantiste.</p>
28-29 novembre 1997	<p>Appel au rassemblement de la gauche dans le plus fort du règne de Lucien Bouchard qui mène l'opération « déficit zéro » sur le dos des classes populaires. Appel à sortir de la torpeur pour que renaisse l'espoir. Diverses personnalités endossent cet appel, dont Michel Chartrand, Paul Rose, Paul Cliche et Pierre Dubuc, de <i>l'aut'journal</i>.</p> <p>Réunion de 600 personnes, à Montréal, en vue de créer un mouvement politique progressiste et citoyen : le <i>Rassemblement pour une alternative politique</i> (RAP).</p>
29-31 mai 1998	<p>Fondation du mouvement <i>Rassemblement pour une alternative politique</i> à Saint-Augustin. Adoption du manifeste Pour que renaisse l'espoir. Porte-parole : Paul Cliche, puis Jacqueline Hekpazo.</p>
30 novembre 1998	<p>Élections générales, candidatures de gauche et résultats :</p> <ul style="list-style-type: none"> • <i>RAP</i>, 7 cand. (dont Michel Chartrand, dans Jonquière, qui se présente contre Lucien Bouchard et obtient 15 % des voix) ; • <i>Parti de la démocratie socialiste</i>, 97 cand., 24 097 voix (0,59%). <p>L'ensemble de la gauche recueille 36 000 voix. Le <i>Parti Vert</i> ne présente aucune candidature.</p> <p>Dans le bilan de la campagne, on déplore que des candidats progressistes se soient affrontés dans certaines circonscriptions. On exprime une volonté claire d'unifier la gauche pour les prochaines élections générales.</p>
26-27 mai 2000	<p>À l'initiative du <i>RAP</i>, colloque organisé à l'UQÀM par trois formations politiques (<i>RAP</i>, <i>PDS</i>, <i>PCQ</i>) sur le thème de l'unité de la gauche politique et des forces progressistes. Il réunit 650 personnes et fait une large place aux mouvements sociaux.</p> <p>Voici quelques réflexions issues de ce moment historique :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les partis n'ont pas le monopole du politique ; les mouvements sociaux ont des responsabilités par rapport à l'éducation politique et à la mobilisation de leurs membres et de la population sur des enjeux divers. • Le constat de la nécessité d'une alternative politique crédible à gauche (programme actualisé et accessible, leadership, axe féministe, action militante à la base, pluralisme interne, interaction gauche politique et mouvements sociaux, etc.). • Les mouvements sociaux interpellent les partis : faites l'unité, réglez vos problèmes.

	<p>Au sortir du colloque, un Comité de liaison de la gauche politique est mis en place. Il est fondé par le <i>RAP</i>, le <i>PDS</i>, le <i>PCQ</i>, le <i>Bloc Pot</i> et la Section Québec du <i>Parti Vert du Canada</i> (le <i>Parti vert du Québec</i> cesse d'exister après les élections de 1994 et après que son chef, Jean Ouimet, ait rejoint le <i>PQ</i> en 1993).</p> <p>L'objectif du Comité de liaison est de favoriser les rapprochements entre les partis, notamment par des prises de position publiques et des actions communes.</p>
Octobre 2000	<p><i>Marche mondiale des femmes</i> contre la pauvreté et la violence. Rebuffade du gouvernement Bouchard. Réplique de Françoise David : « Il va falloir construire une alternative politique. » Une déclaration qui aura beaucoup d'impact par la suite.</p>
24-26 novembre 2000	<p>Congrès de transformation du mouvement <i>RAP</i> en parti politique. Le <i>Rassemblement pour une alternative politique</i> devient le <i>Rassemblement pour l'alternative progressiste</i>. Porte-parole et chef : Suzanne Lachance, puis Pierre Dostie par intérim, de décembre 2001 jusqu'à la fondation de l'<i>Union des forces progressistes</i> (UFP) en juin 2002.</p>
Avril 2001	<p>Formidable mobilisation contre la Zone de libre-échange des Amériques (ZLEA) à l'occasion du <i>Sommet des peuples</i>, à Québec, qui rassemble 50 000 personnes.</p>
9 avril 2001	<p>Élection partielle dans Mercier : Le candidat indépendant Paul Cliche obtient 24 % des voix et arrive 3^e devant l'<i>Action démocratique du Québec</i> (ADQ). Il reçoit l'appui du <i>RAP</i>, du <i>PDS</i>, du <i>PCQ</i> et de la Section Québec du <i>Parti Vert du Canada</i>, mais aussi des progressistes de nombreuses organisations syndicales (CCMM-CSN, Cols bleus, etc.) et populaires. Le Comité de liaison de la gauche devient la coalition de l'<i>UFP</i>. L'importance de l'unité de la gauche est certainement la grande leçon de la campagne dans Mercier comme du Colloque sur l'unité tenu en mai 2000.</p>
1 ^{er} octobre 2001	<p>Élections partielles dans quatre circonscriptions : Le Comité de liaison de l'<i>UFP</i>, alors coalition électorale, présente trois candidatures :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Blainville – Thérèse Hamel (<i>RAP</i>), 1,52 % des voix ; • Laviolette – Christian Flamand, autochtone de la nation atikamekw, (indépendant), 2,87 % des voix ; • Jonquière – Gilbert Talbot (<i>RAP</i>), 1,71 % des voix.
Décembre 2001	<p>Congrès du <i>RAP</i>. Décision de joindre le parti <i>UFP</i> dont la fondation est prévue en juin 2002. Décision prise à 55 % des voix. Démission de la porte-parole, Suzanne Lachance, et d'autres membres du Comité national de coordination.</p>
15 avril 2002	<p>L'<i>UFP</i> (coalition) appelle à appuyer les candidatures du <i>Parti vert</i> aux</p>

	élections partielles d'Anjou et de Viger dans l'est de Montréal.
15-16 juin 2002	<p>Fondation, à Montréal, de l'<i>Union des forces progressistes</i> issue de la réunion du <i>Rassemblement pour l'alternative progressiste</i>, du <i>Parti de la démocratie socialiste</i>, du <i>Parti communiste du Québec</i> et d'un groupe de militants et militantes jusque-là non regroupés dans un parti et s'identifiant à la coalition de l'<i>UFP</i>.</p> <p>Président : François Cyr Porte-parole et vice-président-e-s : Pierre Dostie et Molly Alexander Secrétaire générale : Monique Moisan</p>
17 juin 2002	Élections partielles dans quatre circonscriptions : Joliette – Mathieu Lessard (indépendant- <i>UFP</i>), le seul candidat de gauche, recueille 4,97 % des voix.
20-21 septembre 2002	La Chaire d'Études socio-économiques de l'UQÀM tient, à Montréal, un colloque sur les mouvements sociaux et l'action politique de gauche au Québec. Environ 300 personnes y participent.
28-30 juillet 2003	<p>L'<i>UFP</i> joint sa voix à celle d'une multitude d'organisations et d'individus qui manifestent dans les rues de Montréal contre la tenue d'une rencontre « informelle » de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Selon Pierre Pettigrew, ministre canadien du Commerce international et hôte de la rencontre, les 25 ministres qui seront présents à l'hôtel Sheraton tenteront de poursuivre la relance des négociations commerciales. Pour l'<i>UFP</i>, c'est une occasion rêvée de faire passer un message clair, celui de la défense du bien commun et de la protection de la souveraineté des nations.</p> <p>Le 28 juillet, 350 personnes, dont plusieurs membres de l'<i>UFP</i> et Amir Khadir, porte-parole national, sont arrêtées abusivement.</p>
Automne 2002-hiver 2003	<p>Naissance du collectif non partisan <i>D'abord solidaires</i> devant la montée de la droite et la nécessité d'ouvrir un espace démocratique citoyen.</p> <p>Il se forme, plus tard, trois collectifs complémentaires que les membres jugent nécessaires : un réseau d'éducation politique (qui continue le travail de <i>D'abord solidaires</i>) ; un groupe politique partisan (qui s'appellera plus tard <i>Option citoyenne</i>) ; un groupe citoyen libertaire.</p>
14 avril 2003	<p>Élections générales :</p> <p>Coalition électorale : l'<i>UFP</i> présente 73 candidats et candidates, le <i>Parti Vert</i> en présente 36 et il y a 5 candidatures indépendantes. La gauche recueille plus de 56 000 voix.</p> <p>L'<i>UFP</i> mène une campagne de terrain et obtient un peu plus de 1 % des voix dans l'ensemble du Québec et une moyenne de 2 % là où elle présente des candidatures. Voici les meilleurs résultats :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Mercier – Amir Khadir : 17,92 % devant l'<i>ADQ</i> • Outremont – Jill Hanley : 6,86 % devant l'<i>ADQ</i> • Sainte-Marie-Saint-Jacques – Gaétan Breton : 6,48 % • Gouin – Colette Provost : 4,73 %

	<ul style="list-style-type: none"> • Taschereau – Alain Marcoux : 3,55 % • Joliette – Mathieu Lessard : 3,46 % • Hochelaga-Maisonneuve – Lise Alarie : 3,37 % • Westmount-Saint-Louis – David Fennario : 3,11 % • Rosemont – Omar Aktouf : 3,06 % • Laurier-Dorion – William Sloan : 3,04 % • Hull – Denise Veilleux : 2,37 % • Chicoutimi – Pierre Dostie : 2,03 % <p>L'UFP fait un bilan positif de sa campagne où elle s'était fixé des objectifs réalisables comme se faire connaître, augmenter les adhésions, rehausser le niveau du débat, avoir une visibilité médiatique, etc.</p>
Février 2004	Appel de Pierre Dubuc à joindre les <i>Syndicalistes et progressistes pour un Québec libre</i> (SPQL), un club politique du PQ.
Mai 2004	<p>Lancement d'<i>Option citoyenne</i> (OC), avec entre autres Françoise David et François Saillant, afin de poursuivre le rassemblement des progressistes et de contribuer avec les autres forces de gauche, dont l'UFP, à construire un seul parti progressiste, écologiste, féministe.</p> <p>Congrès de l'UFP (21-22 mai) : Amir Khadir et Denise Veilleux deviennent porte-parole nationaux.</p>
20 septembre 2004	<p>Élections partielles dans quatre circonscriptions : L'UFP y participe avec les résultats suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Gouin – Gaétan Breton, 3^e devant l'ADQ, 7,97 % des voix ; • Laurier-Dorion – Andrés Fontecilla, 3^e devant l'ADQ, 4,77 % des voix ; • Nelligan – Josée Larouche, 0,81 % des voix ; • Vanier – Monique Voisine, 0,65 % des voix.
Décembre 2004	Début des négociations entre l'UFP et OC.
Année 2005	Prises de position publiques communes UFP-OC dans plusieurs dossiers politiques dont la grève à la SAQ et les luttes étudiantes, le choix de l'emplacement du CHUM, le jugement Chaouli sur la privatisation de la santé. Dépôt de mémoires conjoints sur le développement durable et la réforme du mode de scrutin. Mise sur pied d'un comité conjoint en environnement. Rencontres et activités communes des membres de l'UFP et d'OC notamment à Québec, à Montréal, en Estrie et au Saguenay-Lac-Saint-Jean. En réponse au Manifeste des lucides, publication d'un <i>Manifeste pour un Québec solidaire</i> qui rallie plus de 2500 signataires.
5 novembre 2005	Congrès spécial de l'UFP : adoption à l'unanimité de la résolution de fusion avec <i>Option citoyenne</i> .
12 décembre 2005	<p>Élections partielles dans deux circonscriptions : L'UFP y participe avec l'appui d'<i>Option citoyenne</i> :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Outremont – Omar Aktouf, 3^e devant le <i>Parti vert</i> (4,48 %) et l'ADQ (2,02 %), 7,24 % des voix ; • Verchères – Jean-François Lessard, 3,04 % des voix.

3-5 février 2006	Congrès de fusion <i>Union des forces progressistes – Option citoyenne</i> à Montréal. Françoise Davir et Amir Khadir sont élus porte-parole d'un nouveau parti : Québec solidaire.
26 mars 2007	Élections générales au Québec. Le jeune parti Québec solidaire présente 123 candidats sur 125, en majorité des femmes. Le parti obtient 3,64% derrière le Parti vert qui obtient 3,85%. Toutefois, les deux porte-Parole Françoise David et Amir Khadir arrivent au second rang derrière le PQ dans leur circonscription respective. Dans la circonscription de Gouin, Françoise David obtient 26.03% des voix (7,910 voix) contre 37,26% (11,318 voix) pour son principal adversaire Nicolas Girard. Dans Mercier, Amir Khadir arrive lui aussi au second rang (29,38% et 8,303 voix) derrière le péquiste Daniel Turp (33,35% et 9,426 voix). Le gouvernement libéral élu de Jean Charest est minoritaire et l'Action démocratique dirigée par Mario Dumont forme l'opposition officielle. Le PQ connaît l'un de ses pires scores et forme le second parti d'opposition.
8 décembre 2008	Élections générales au Québec. Un an et demi seulement après les précédentes, Le PM Charest espère former cette fois un gouvernement majoritaire, encouragé par les sondages. Il sera élu par une courte majorité composée de 66 députés. L'ADQ recule à 7 députés avec 16% des voix, le PQ devient l'opposition officielle avec 51 députés et Québec solidaire fait élire Amir Khadir dans Mercier avec 810 voix de majorité. QS obtient 3,78% à l'échelle nationale avec 122 candidatures sur une possibilité de 125, en majorité des femmes. Dans Gouin, Françoise David arrive deuxième et rétrécit l'écart avec le candidat péquiste à un peu plus de 2,300 voix. Le Parti vert obtient 2.17% des voix et présente 80 candidats. Cette élection se distingue par un faible taux de participation de 57,43%.
Mars 2010 et printemps 2011	Le gouvernement Charest annonce une augmentation de près de 150% des frais de scolarité, étalée sur 5 ans, ainsi que l'augmentation des tarifs d'électricité et des frais de garde, et l'instauration d'une taxe santé. Le mouvement étudiant se prépare patiemment pour ce qui deviendra au printemps 2012 le plus grand mouvement de mobilisation étudiante que le Québec ait connu.
Du 13 février au 8 septembre 2012	La grève étudiante contre la hausse des frais de scolarité est principalement coordonnée par la Coalition large de l'ASSÉ (CLASSE), par la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ) et par la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ). Leurs porte-paroles respectifs, Gabriel Nadeau-Dubois, Léo Bureau-Blouin et Martine Desjardins tenteront à plusieurs reprises d'obtenir de véritables négociations. Le gouvernement feindra de négocier mais répondra surtout le 18 mai par une loi spéciale limitant les libertés civiles, notamment le droit d'association et de manifestation. À partir de ce moment là, mobilisation s'étendit encore davantage à l'ensemble de la population qui manifesterait avec des casseroles dans Montréal et la plupart des villes du Québec. Ces manifestations occasionneront plus de 3,500 arrestations et près de 500 procès. Des groupes d'étudiants opposés à la grève et appuyés par la droite, obtiennent des injonctions afin de garantir leur «droit d'étudier» pendant que le gouvernement cesse de parler de grève étudiante pour

	utiliser le terme boycottage, afin de nier ce droit collectif qui par tradition est exercé depuis toujours dans le mouvement étudiant comme dans le mouvement syndical.
25 février 2012	Fondation d'Option nationale (ON) par l'ex-député péquiste Jean-Martin Aussant, qui siège déjà à l'Assemblée nationale comme député indépendant depuis le 7 juin 2011, ayant démissionné du caucus du Parti québécois, qu'il considère avoir dilué son option souverainiste et sombré dans l'attentisme. ON se situe comme un parti résolument indépendantiste et de centre-gauche.
4 septembre 2012	<p>Élections générales au Québec. Le Parti québécois dirigé par Pauline Marois prend le pouvoir pour former un gouvernement minoritaire avec 54 députés. Le PLQ crée une surprise avec 50 députés malgré un mandat marqué par des politiques anti-sociales et par des allégations de corruption qui ont forcé le PM Jean Charest à créer la Commission d'enquête sur l'octroi et la gestion des contrats publics dans l'industrie de la construction, dirigée par la juge France Charbonneau. Jean Charest, battu dans sa circonscription de Sherbrooke, démissionnera. La Coalition avenir Québec (CAQ) de François Legault fera élire 19 députés, tandis que Québec solidaire portera enfin Françoise David au parlement (majorité de 4,556 voix, soit 46,03% dans Gouin), en compagnie d'Amir Kadhir (majorité de 7,027 voix, soit 46,73% dans Mercier). Manon Massé arrive deuxième derrière Daniel Breton du PQ dans Sainte-Marie—Saint-Jacques avec 25,43% des voix. QS récoltera 6,03% au niveau national et fera élire 2 députés. Option nationale obtiendra 1,89% des voix. Une entente entre les équipes de Françoise David (Gouin) et le chef d'ON Jean-Martin Aussant (Nicolet-Yamaska) aura pour effet l'abstention réciproque de candidature adverse dans chacune de leurs deux circonscriptions.</p> <p>Le 20 septembre 2012 le gouvernement Marois annulera la hausse des frais de scolarité mais indexera néanmoins ces frais.</p>
7 avril 2014	<p>Élections générales précipitées par la PM Pauline Marois qui désire profiter d'une embellie dans les sondages. Le PQ semble avoir une position ambiguë sur la question nationale et est plutôt obsédé par l'objectif de former un gouvernement provincial majoritaire. Le candidat Pierre-Karl Péladeau dans Saint-Jérôme, qui lors de son investiture affirme clairement, le poing en l'air, son objectif de faire du Québec un pays, relance le débat sur la question. Philippe Couillard, fidèle à la tradition libérale s'empare de la question pour en faire un épouvantail qui monopolisera une grande partie de la campagne. Le PQ se bornera à dire qu'«il n'y aura pas de référendum sur la question tant que la population ne sera pas prête». Françoise David offre une excellente performance et débat des chefs où sa position indépendantiste notamment est dès plus claires. Résultats : le PLQ formera un gouvernement majoritaire avec 70 députés et 41,52% des voix. Le PQ récolte 30 députés et 25,38% des voix. La vague emporte Pauline Marois dans sa propre circonscription et elle démissionnera le soir-même. La CAQ monte à 22 députés (23,05%) et QS (7,63%), voit Manon Massé (majorité de 91 voix, soit 30,60% dans Sainte-Marie—Saint-Jacques) rejoindre Françoise David (majorité de 9,717 voix, soit 50,98% dans Gouin) et Amir Khadir (majorité de 6,635</p>

	<p>voix, soit 46,19% dans Mercier) à l'Assemblée nationale. Option nationale recule à 0,73% des voix. Dès les premières semaines de son mandat, le gouvernement Couillard annonce, avec force propagande et manipulation de statistiques sur le déficit, une ère d'austérité et de démantèlement des programmes qui participent au filet social québécois. Couillard répète «Nous ne reculerons pas», faisant allusion à la résistance que la population a faite aux nombreuses tentatives du gouvernement libéral entre 2003 et 2012 de démanteler l'État. Paraissant appliquer la <i>Stratégie du choc</i>², le gouvernement attaque sur tous les fronts en même temps dans la première année de son mandat, espérant pouvoir baisser une fois de plus les impôts des plus fortunés dans la seconde moitié de son mandat. La population, abasourdie, semble appuyer l'objectif du déficit zéro mais pas nécessairement les moyens. Tous les secteurs se mobilisent à des degrés divers et promettent un printemps chaud pour 2015.</p>
Automne 2016	<p>Un collectif de personnalités militantes parcourt le Québec pour mener une consultation citoyenne intitulée «Faut qu'on se parle». Cette démarche a rejoint des milliers de gens en assemblées publiques (18) et de cuisine (166) et a démontré que la population désire un réel changement progressiste, à commencer par la réforme du mode de scrutin et une démocratie davantage participative, un réinvestissement dans l'éducation et la santé, fortement détériorées par des mesures d'austérité, l'égalité hommes – femmes, la réconciliation avec les Premières nations, assumer notre diversité, une économie démocratisée, l'indépendance du Québec. Parmi les membres de ce collectif se trouve Gabriel Nadeau-Dubois, l'un des leaders de la lutte étudiante de 2012, qui en mars 2017, rejoindra Québec solidaire.</p>
9 Mars 2017 29 mai 2017	<p>Gabriel Nadeau-Dubois, ex-leader du mouvement étudiant de 2012, annonce qu'il joint Québec solidaire, briguera la candidature du parti aux élections partielles dans Gouin, laissé vacant par le départ de Françoise David à la retraite pour cause de grande fatigue. Il annonce également qu'il se portera candidat au poste de co-porte-parole. En une semaine, le parti passe de 10,000 à 15,000 membres.</p> <p>Il sera élu le 19 mai 2017 député de Gouin avec 70% des voix. Le PQ a choisi de ne pas lui présenter un adversaire, officiellement dans l'espoir d'un éventuel pacte électoral aux élections générales. Toutefois, des sondages internes au PQ laissaient entrevoir une écrasante défaite, même en présentant une candidature vedette.</p>
1 ^{er} octobre 2018	<p>Élections générales au Québec. Québec solidaire arrive bon 4^e avec 16.10 % des voix et fait élire 10 députés à l'Assemblée nationale, tandis que le Parti vert du Québec recueille 1,68 %. La Coalition avenir Québec prend le pouvoir avec 37,42% des voix et 74 députés. Le PLQ fait élire 31 députés avec 24,82 % des voix. Le PQ, passe de 70 à 10 députés avec 17,06%. Le PQ perdra un peu plus tard son statut de deuxième opposition au profit de QS après le départ de la députée Catherine Fournier, le 11 mars 2019, qui siégera par la suite comme députée indépendante.</p> <p>Les élus pour QS sont :</p>

² Klein, Naomi (2008). La stratégie du choc, la montée du capitalisme du désastre. Montréal, Leméac.

- | | |
|--|--|
| | <ul style="list-style-type: none"> - Gabriel Nadeau-Dubois (Gouin) 59,14% (13,454 de majorité) - Ruba Ghazal (Mercier) 54,5 % (10,747 de majorité) - Alexandre Leduc (Hochelaga-Maisonneuve) 50,05% (7,070 de majorité) - Manon Massé (Ste-Marie-St-Jacques) 49,28% (7,094 de majorité) - Andrés Fontecilla (Laurier-Dorion) 47,28% (5,301 de majorité) - Catherine Dorion (Taschereau) 42,52% (8,511 de majorité) - Vincent Marissal (Rosemont) 35,25% (2,500 de majorité) - Sol Zanetti (Jean-Lesage) 34,70% (699 de majorité) - Christine Labrie (Sherbrooke) 34,27% (3,450 de majorité) - Émilise Lessard-Therrien (Royn-Noranda-Témiscamingue) 32,08% (506 de majorité) |
|--|--|